

ÉGYPTE

Les déclarations d'al-Sissi sur sa candidature mettent fin à la polémique engagée à ce sujet

Les déclarations du général Abdelfattah al-Sissi, ministre égyptien de la Défense, sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle «si le peuple et l'armée venaient à le conforter d'un mandat», ont coupé court à une polémique engagée depuis quelques mois à ce sujet.

Les forces politiques civiles et de nombreuses personnalités ont accueilli favorablement les déclarations du ministre de la Défense, estimant que ces propos «obligeront tous ceux qui ont affiché clairement leur intention à se porter candidats ou ceux qui ont lié leur candidature à la sienne à réfléchir à la question et à revoir leur décision».

Les hommes politiques et analystes ont été unanimes à dire que les déclarations d'al-Sissi viennent de ce fait, confirmer que ce dernier «a tranché positivement et définitivement la question» après s'être assuré du large soutien du peuple en sa faveur et de l'aval de l'armée, soulignant que l'annonce officielle de sa candidature aura lieu juste après la publication des résultats du référendum sur le projet de constitution.

Ces résultats constitueront un moyen à travers lequel les Egyptiens réitéreront leur volonté d'aller voter comme ce fut le cas le 30 juin pour revendiquer la destitution de l'ancien président Mohamed Morsi et le 26 juillet

pour mandater l'armée et la police de mener une «lutte contre le terrorisme».

Selon les analyses de la presse locale, l'impact des propos d'al-Sissi se fera ressentir après la fin de la consultation référendaire. Il touchera à la fois la tendance populaire en faveur du chef de l'armée égyptienne et la modification de la feuille de route et cela générera la tenue anticipée de l'élection présidentielle.

D'autre part, il est prévu dans les tout prochains jours, un remaniement ministériel pour remplacer al-Sissi qui devra présenter sa démission du poste de ministre de la Défense et entamer la procédure de candidature et d'inscription sur la liste des électeurs.

Samedi, lors d'un symposium organisé par les forces armées, le chef de l'armée, Abdelfattah al-Sissi, avait annoncé qu'il ne sera candidat à la présidence que s'il serait mandaté par le peuple et l'armée, appelant les Egyptiens à participer massivement au référendum sur la Constitution, considéré comme la première étape sur



Photo : DF

la feuille de route. Par ailleurs, le discours attendu hier du président égyptien par intérim, Adli Mansour, devra englober une série de décisions relatives aux prochaines échéances.

Le conseiller médiatique de la présidence égyptienne, Ahmed al-Mouselmani, a indiqué qu'Adli Mansour devra évoquer une modification de la feuille de route faisant allusion à la tenue antici-

pée de la présidentielle comme il a été convenu lors des rounds du dialogue avec les représentants des partis et organisations de la société civile.

Selon des sources juridiques, si la tenue de l'élection présidentielle venait à être annoncée ce jour, le président égyptien et la haute commission électorale auront un délai de 60 jours, à partir de la tenue du référendum, pour convoquer le corps électoral comme stipulé dans la nouvelle Constitution.

Des experts constitutionnels prévoient, quant à eux, que la convocation du corps électoral pour le deuxième scrutin (présidentiel) dans les plus brefs délais soit la troisième semaine du mois de février.

AFGHANISTAN

Reddition de 80 talibans dans le nord

Quelque 80 insurgés talibans ont déposé hier leurs armes et se sont rendus aux autorités afghanes dans la province de Baghlan (nord), a indiqué un responsable local.

«Nous accueillons un groupe de 80 anciens frères dissidents qui ont déposé les armes et les ont remises au gouvernement», a affirmé le gouverneur de la province de Baghlan, Mohammad Abadi lors

d'une cérémonie organisée à l'occasion. Le gouverneur a estimé qu'après la reddition de ce groupe de talibans qui «rejoignent le processus de paix», la sécurité «sera encore améliorée dans la province de Baghlan». Selon des sources officielles afghanes, plus de 4.000 talibans ont déposé les armes et se sont rendus aux autorités au cours de l'année 2013. Mais ce chiffre ne peut être vérifié.